



Ce texte se veut une réponse à trois questions : pourquoi une nouvelle gauche, visée spécifique du MS ? Sur quelles bases programmatiques la « force qui manque à la gauche » doit-elle se constituer ? Quel processus de regroupement et quel calendrier adopter ?

Une gauche alternative plurielle

Il existe « à gauche du PS » un ensemble de formations politiques très diversifiées. Certains les regroupent sous l'étiquette « anticapitaliste », appellation que le MS récuse, d'abord parce qu'elle est essentiellement négative, ensuite et surtout, parce qu'elle néglige le nécessaire travail de mise à jour, de refonte, de redéfinition, du projet et du programme socialistes. Positivement, le MS parle de la « gauche de transformation sociale », c'est-à-dire de celle qui recherche toutes les voies possibles des changements structurels (et pas seulement économiques) en tenant le plus grand compte des réalités. Il est bon de préciser que ses contours dépassent très largement le cercle des organisations « à gauche du PS ».

Quoi qu'il en soit, la diversité de la « gauche de transformation » est un fait – pas toujours favorable d'ailleurs. Mais, au sein de cette diversité, le MS se conçoit spécifiquement comme une première expression politique de la Nouvelle Gauche. Utiliser le terme « nouveau » n'est pas une manière d'être ou de paraître moderne, « tendance » ou à la mode. En réalité, le mot doit être pris au sens fort : ce dont nous avons tous le plus grand besoin, c'est d'une gauche réellement nouvelle. Et cela pour deux raisons essentielles : la faillite de la social-démocratie, qui aujourd'hui se mue selon des rythmes spécifiques (voir l'expérience du Parti Démocrate italien et du SPD allemand) en un parti du centre, purement démocrate, sans aucune référence, fût-elle verbale, au socialisme et à la gauche. De l'autre côté du spectre politique, l'écroulement de l'URSS et de ses satellites de l'Est témoigne d'une faillite tout aussi retentissante, signant la mort d'une certaine idée du socialisme. A quoi il faut ajouter que le capitalisme lui-même – qui n'est pas seulement le marché, ne confondons pas tout ! – a connu des modifications en profondeur. Pour le dire d'un mot, il s'est aujourd'hui financiarisé, ce qui signifie en d'autres termes que la finance via les marchés boursiers, les banques, les fonds de pension, les « hedge funds », etc., domine et détermine son développement. La crise que nous subissons et vivons actuellement (financière au départ) est une parfaite illustration de cette tendance.

Surmonter ce double échec et s'orienter dans les transformations du capitalisme suppose donc une gauche nouvelle. Cette recherche d'une alternative n'est évidemment pas propre à notre pays. Les expériences nationales et les élections qui viennent de se dérouler en Allemagne, au Portugal et en Grèce témoignent toutes de l'affirmation (et du besoin) d'une telle alternative, dans les luttes et dans les urnes. Il faut cependant préciser que les « partis socialistes » de ces trois pays sont à la pointe de l'évolution générale de la social-démocratie

vers le social-libéralisme (les choses sont cependant plus compliquées pour le PASOK grec), ce qui naturellement facilite le développement de forces alternatives.

Pour autant, le MS comprend parfaitement que ses analyses en la matière ne soient pas partagées par toutes les expressions politiques de la gauche de transformation. Aussi les propositions qui vont suivre s'adressent-elles à l'ensemble des gauches alternatives et non à la seule nouvelle gauche.

Sur quelles bases regrouper les gauches alternatives ?

D'emblée, précisons que le MS n'a aucun tabou et donc qu'il est prêt à engager la discussion avec toute formation politique qui y est disposée. Pour autant, nous sommes convaincus que le débat, pour être fructueux, doit porter non pas sur un futur bien incertain ou sur telle ou telle phrase ou analyse d'un penseur socialiste, mais sur la manière de s'orienter dans la conjoncture présente et de répondre aux défis qui sont posés. Ces défis sont au nombre de quatre :

1. Une crise économique-financière inédite, qui a vraisemblablement un caractère structurel et signe la fin de la période qui s'est ouverte en 1979-1980 avec la mise en place de l'ultralibéralisme de Reagan et Thatcher ; il est malaisé à ce stade de savoir si la reprise, principalement boursière pour le moment, se confirmera. Ce qui est certain cependant, c'est que le sauvetage des banques et les mesures de relance de l'économie ont profondément détérioré les finances publiques et que l'heure est partout et à tous les niveaux de pouvoir (fédéral, régionaux et communautaires) à l'austérité, rebaptisée « rigueur » pour la circonstance.
2. La Belgique est travaillée depuis les débuts de son existence (1830) par la question nationale. D'Etat unitaire dominé par une minorité (la bourgeoisie francophone), elle est devenue un Etat fédéral organisé autour de trois Régions et trois Communautés (flamande, française et germanophone). Cette transformation résulte de plusieurs facteurs, parmi lesquels la poussée du mouvement flamand et le développement de la revendication fédéraliste dans la gauche renardiste semblent les plus significatifs. Mais l'évolution institutionnelle de la Belgique est loin d'être terminée. L'approfondissement de la Réforme de l'Etat est pour tous les partis, flamands ou non, à l'ordre du jour. Fermer les yeux sur cette question, c'est tout simplement refuser de voir la réalité. Il revient donc à la force alternative nouvelle d'avancer ses propres propositions en la matière et ne pas laisser le champ libre à la droite nationaliste flamande ou au pseudo-front institutionnel des partis francophones, mariage de la carpe et du lapin.
3. La période actuelle est marquée par un retour en force du religieux dans la sphère politique. L'Europe occidentale, celle des Lumières, a connu une évolution très longue qui a abouti, sous une forme ou sous une autre et plus ou moins complètement, à la séparation des églises et de l'Etat et à son corollaire que la religion était désormais affaire privée. Nos sociétés sont ainsi devenues laïques au terme d'un processus dont on ne dira jamais assez l'âpreté. De nos jours, cette laïcité est remise en cause par le renouveau des prétentions politiques des églises et « religions du livre ». Tout montre que la hiérarchie catholique, son chef Benoît XVI en tête, n'a pas renoncé à marquer la

société de son empreinte. Quant à l'Islam, là on a affaire à une religion, qui n'a jamais été séparée de l'État, qui est l'État même, et qui estime de surcroît que la source de la loi humaine réside dans le Coran.

4. Le mode de développement du capitalisme mondialisé et financiarisé conduit à l'épuisement des gisements naturels de la biosphère accumulés pendant plus de trois milliards d'années et détruit chaque jour un peu plus notre écosystème. Par ailleurs, les concentrations de dioxyde de carbone (notamment, mais pas exclusivement) engendrent l'effet de serre, c'est-à-dire la captation du rayonnement solaire dans l'atmosphère qui entoure la Terre. Il s'ensuit – dans quelle mesure, on ne sait le dire avec certitude, mais en tout cas, la corrélation est positive – le phénomène du réchauffement climatique. Pour autant, parler de « crise écologique », comme on parle de crise économique ou financière, est un abus de langage. Toute crise désigne un moment précis ; la détérioration de l'environnement, elle, est une *tendance* lourde, structurelle, de long terme.

Quel processus et quel calendrier ?

Structurer et développer la « force qui manque à la gauche » est un processus qui prendra certes du temps, mais qui ne peut s'opérer *hors* du temps. C'est *ici et maintenant* qu'il faut l'entreprendre. Maintenant, c'est le temps de la riposte aux politiques de « rigueur », sachant que le plus dur en matière d'austérité est probablement encore à venir. Mais c'est aussi celui de deux échéances électorales proches : avril ou mai 2011 au plus tard pour les prochaines législatives ; octobre 2012 pour les communales. Ici, c'est la Belgique fédéralisée, qui n'est pas une île bien sûr, puisqu'elle s'inscrit dans la zone euro et dans l'Union européenne. De ceci, le MS tire au moins deux conséquences. Premièrement, il est politiquement impératif de tenir compte des différenciations de toute nature entre la Wallonie et Bruxelles d'un côté ; la Flandre de l'autre ; cela signifie que les voies, moyens et tempos de constitution de cette force nouvelle sont et seront distincts au Nord et au Sud et qu'en conséquence, il ne peut exister à ce stade de structuration organisationnelle « unitariste ». Deuxièmement, la force en question doit fournir à la fois une alternative aux politiques libérales ou social-démocrates et un débouché politique aux luttes les plus diverses ; comme telle, elle ne peut être indifférente aux échéances électorales, qui constituent un moment fort du débat et de l'expression politique.

Ceci étant acquis, le MS propose d'organiser le processus de construction de cette alternative de gauche de la manière suivante et en l'articulant sur un calendrier précis :

- Vérifier l'existence d'un consensus entre organisations concernées sur les quatre dimensions ou défis (voir plus haut) auxquels toute expression politique nouvelle doit répondre (décembre 2009).
- Une fois cette vérification effectuée, établir en commun un programme synthétique (i.e. pas une bible !) et structuré (i.e. cohérent) de mesures de transformation sociale, économique et politique aptes à peser sur la conjoncture présente (janvier-mars 2010). Dès ce stade, il est capital d'associer une composante « non organisée » au processus de regroupement et à la définition du programme.

- Les organisations parties prenantes du processus ratifient, selon les règles et modes de fonctionnement qui leur propres, le programme commun et marque leur accord sur une appellation pour la nouvelle formation, appellation spécifique, nécessairement distincte des noms des organisations existantes (deuxième trimestre 2010). Il en va de même pour la composante « inorganisée » sous des formes évidemment appropriées. Dans la foulée, la nouvelle formation se structure démocratiquement de la base au sommet, en accordant toute sa place à la composante jusqu'ici inorganisée.

Un dernier mot : l'alternative nouvelle doit inscrire son combat au cœur de la gauche ; se tourner vers les secteurs de cette dernière qui se révèlent en attente d'une alternative politique, jusqu'à celles et ceux qui se sentent toujours de cœur socialistes ou écologistes ; il lui faut rejeter tant la dérive centriste caractérisant la social-démocratie que la tentation de postures gauchistes ou purement dénonciatrices. Le Mouvement Socialiste qui dans sa grande majorité est issu du Parti Socialiste, est et sera particulièrement attentif à ce qu'il en aille bien ainsi.

Telle est la proposition que le MS soumet à tous ceux – organisés ou non – qui voudront bien l'entendre. Elle n'est pas à prendre ou à laisser, mais elle témoigne de la disponibilité du Mouvement et de son engagement irréversible dans la construction d'une force alternative, crédible, ferment de transformation sociale et de recomposition de l'ensemble de la gauche.

10/12/2009